

Initiatives ministérielles

C'est ça qu'il dit. Comment? Je vais lui dire comment: d'abord, le gouvernement devrait reléguer aux oubliettes le projet dont vous avez entendu parler, j'en suis sûr.

Saviez-vous que le premier ministre n'a pas aimé les voitures de Costa Rica? Saviez-vous qu'on lui en avait envoyé deux par avion? C'est vrai. Le gouvernement les a transportées par avion. Il en voulait plusieurs au cas où une tomberait en panne. Il aurait besoin d'une deuxième voiture si la première tombait en panne. Le premier ministre ne peut pas se balader dans une voiture qui risque de tomber en panne. Le premier ministre ne peut se déplacer dans une limousine étrangère. Jusqu'où peut aller l'inconvenance? Nous expédions donc aussi une limousine de rechange. Le gouvernement a cependant oublié un détail qui a son importance. L'essence. Il ne pouvait déplacer les deux automobiles autrement qu'en avion, évidemment. On peut toujours déplacer des automobiles par la voie des airs quand on possède un avion ou qu'on est le gouvernement qui détient l'argent des impôts qui sert à payer les avions. Ce n'était donc pas un problème. Le gouvernement a transporté les automobiles et les a ramenées. Il faut dire à sa décharge que les automobiles n'ont pas roulé un mille. Peut-on se restreindre davantage? C'est le maximum. Faire suivre une automobile mais ne pas s'en servir.

Une voix: Nous avons fait une économie d'essence.

M. Simmons: Comment payer? Je vais le lui dire. Nous allons payer en ne gaspillant pas l'argent des contribuables en dépenses aussi frivoles. Je sais que s'abstenir d'une dépense extravagante ne met pas en mesure de payer les études universitaires d'un grand nombre d'étudiants, mais c'est un exemple que je donne. Je peux donner d'autres exemples, comme les dépenses entraînées par l'utilisation de 160 minibus quand le gouvernement a tenu la conférence Ciels ouverts. Le transport des bagages aller retour entre l'aéroport et le lieu de la conférence a coûté quelques milliers de dollars. Je peux vous parler aussi des autos qui sont allées à Halifax. Il y a beaucoup d'exemples comme ça où le gouvernement pourrait épargner de l'argent, ce qui lui permettrait peut-être d'aider quelques jeunes de plus à rester à l'université.

Le député de Mississauga-Sud se fait ensuite très condescendant. Il dit qu'il comprend. Avec son grand cœur, il dit: «Je comprends qu'il y a des provinces pauvres et des provinces riches.» Il dit ensuite: «Faisons payer les riches.» Quand j'entends cela, j'aurais envie de dire: «Médecin, guéris-toi toi-même.» Faisons payer les riches. Voyons combien les riches ont payé, puisqu'il

applique peut-être aux particuliers le même credo qu'il veut que nous appliquions maintenant aux provinces.

• (1830)

Voici combien ils ont payé. Lorsque le gouvernement a accédé au pouvoir il y a six ans, la population canadienne payait un certain niveau d'impôt pour tous les services fédéraux, l'impôt sur le revenu et ainsi de suite. Je m'adresse au député de la circonscription de Cambridge. Si un de ses électeurs touche 35 000 \$ ou moins à l'heure actuelle—et je sais combien il gagne—cet électeur paie actuellement 1 200 \$ de plus par année qu'en 1984 pour toutes sortes d'impôts fédéraux. Par contre, si mon collègue de la circonscription de Cambridge a un électeur qui touche 100 000 \$ ou plus, cet électeur paie en fait 1 600 \$ de moins en 1990 qu'en 1984.

Si, par l'entremise de son homme de main de Mississauga-Sud, le gouvernement a maintenant un nouveau credo: que les riches vont payer—et je sais que le député parlait des provinces—, connaissant sa générosité et son amour pour la cohérence, il recommandera peut-être maintenant au ministre des Finances de faire en sorte que les riches supportent eux aussi leur juste part du fardeau.

Je vois le député de Cambridge. Je suis certain qu'il va assister au caucus mercredi pour préconiser ce même principe. J'en ai d'autres s'il désire quelques idées.

M. Sobeski: Le taux de chômage est passé de 12 p. 100 à 4 p. 100 à Cambridge. Comment expliquez-vous cela?

M. Simmons: Madame la Présidente, je dois répondre à une question avant d'en poser une; il s'agit néanmoins d'une bonne question.

Comment expliquer que le taux de chômage a baissé dans la circonscription de Cambridge? Il y a quelques minutes, nous disions que si on transplante tout notre secteur manufacturier dans le sud de l'Ontario, cela va bouleverser le secteur de l'emploi. Vous avez beaucoup d'emplois dans votre région.

M. Sobeski: Et 18 000 personnes de votre province y vivent.

M. Simmons: Madame la Présidente, personne n'a dit que le chômage est élevé dans sa circonscription. Ce n'est pas le problème. Le problème découle du fait que le gouvernement fonctionne comme si le Canada n'avait pas d'extrémités, comme si nous n'avions pas besoin de